

31 MAI 1999. — Décret portant certaines réformes en matière d'enseignement supérieur (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — *Dispositions relatives aux institutions universitaires organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Section Ire. — Dispositions relatives à la participation des étudiants

Article 1^{er}. Dans les institutions universitaires organisées ou subventionnées par la Communauté française, il existe au moins une instance au sein de laquelle siègent des représentants des étudiants et qui :

1. détermine les cours, travaux et exercices pratiques relatifs aux matières d'enseignement, conformément aux dispositions du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;
2. approuve les budgets et comptes et le rapport justifiant l'usage fait des subventions annuelles visées à l'article 1er de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés;
3. définit la procédure interne et les modalités de la procédure externe d'évaluation de l'enseignement et de fonctionnement de l'institution universitaire;
4. approuve le rapport annuel sur les mesures d'orientation et de remédiation visé à l'article 48sexies de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;
5. donne un avis sur l'affectation des crédits au sein de l'institution universitaire.

Chaque représentant des étudiants au sein de l'instance ou des instances de gestion visées à l'alinéa 1er a un suppléant.

Art. 2. Pour l'élection des représentants des étudiants à l'instance ou aux instances visées à l'article 1er, sont électeurs les étudiants qui, au 1er décembre de l'année académique au cours de laquelle les élections ont lieu, sont inscrits régulièrement au rôle des étudiants de l'institution universitaire concernée.

Sont éligibles en qualité de représentants des étudiants de l'institution universitaire visée à l'alinéa 1er, les étudiants qui satisfont aux conditions visées à l'alinéa 1er.

Art. 3. Les autorités universitaires assurent aux représentants des étudiants visés à l'article 8, 6°, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, et à l'article 2, alinéa 1er, du présent décret, la mise à disposition d'infrastructures et de moyens matériels propres et nécessaires à l'accomplissement de leurs mandats.

Section 2. — Dispositions visant à favoriser la lutte contre l'échec en première année d'études de l'enseignement supérieur universitaire

Art. 4. A l'article 29bis, §2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 1er octobre 1998 :

1° il est inséré un 1°bis comme suit :

« 1°bis par dérogation au 1°, les étudiants visés à l'article 22 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques sont :

- a) multipliés par 1,1 la première année académique au cours de laquelle ils répartissent leur première année d'études;
- b) multipliés par 0,9 la deuxième année académique au cours de laquelle ils répartissent leur première année d'études;

2° il est inséré un 1°ter rédigé comme suit :

« 1°ter les étudiants qui ont échoué à l'issue de la deuxième année académique au cours de laquelle ils ont réparti leur première année d'études, après application de l'article 22 du décret du 5 septembre 1994 précité sont multipliés par 0,5. »

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1er, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 1er octobre 1998, les mots « au sens des articles 21 et 22 du même décret » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 21 du même décret ».

Art. 6. A l'article 22 du décret relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par décision des autorités universitaires et aux conditions que fixent ces dernières, les étudiants inscrits pour la première fois en première année d'études peuvent être autorisés, après évaluation et avant le 1er février, à répartir sur deux années successives leur première année d'études ou la première année d'études d'un autre cursus. Les examens non réussis au cours de la première année académique peuvent être représentés deux fois l'année suivante. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ce régime particulier comporte l'obligation de suivre un programme comportant à la fois des cours de l'année concernée et une formation complémentaire de mise à niveau. Ce programme est fixé par les autorités universitaires en concertation avec l'étudiant concerné. »

3° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'étudiant qui, à l'issue de la première année académique, réussit le programme visé à l'alinéa 2 est considéré pour la suite de ses études comme ayant été inscrit une seule fois en première année d'études. »

Section 3. — De quelques diplômes particuliers

Art. 7. L'article 27, § 7, 5°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par la loi du 21 juin 1985 et les décrets des 25 juillet 1996, 14 juillet 1997 et 1er octobre 1998, est remplacé par la dispositions suivante :

« 5° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à une grade de troisième cycle visé à l'article 6, § 5, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, un grade visé au même article 6, § 5.

Toutefois, pour l'application de la disposition visée à l'alinéa 1er, 5°, il n'est pas tenu compte des grades de licencié en notariat, de licencié en magistrature ou de licencié en entrepreneuriat, que ces grades soient obtenus ou à obtenir, ».

Art. 8. A l'article 6, § 5, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les mots « , en magistrature et en entrepreneuriat » sont insérés après les mots « en notariat ».

Art. 9. A l'article 14 du même décret, modifié par les décrets des 25 juillet 1996 et 14 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, les mots « ou en magistrature » sont insérés entre les mots « en notariat » et les mots « , les étudiants »;

2° au paragraphe 4, les mots « ou de magistrature » sont insérés entre les mots « en notariat » et les mots « , à des études »;

3° au paragraphe 5, les mots « ou de magistrature » sont insérés entre les mots « en notariat » et les mots « , à des études ».

Art. 10. A l'article 19, alinéa 9, du même décret, les mots « du programme qui concerne l'obtention du grade de licencié en notariat » sont remplacés par les mots « des programmes qui concernent l'obtention du grade de licencié en notariat, de licencié en magistrature ou de licencié en entrepreneuriat ».

Section 4. — De l'accès aux études de deuxième cycle

Art. 11. L'article 11, § 4, alinéa 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques est complété par les mots « sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF ».

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Section Ire. — Dispositions relatives à la participation des étudiants

Art. 12. Dans l'article 66 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles modifié par les décrets des 9 septembre 1996 et 8 février 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1er, 7°, les mots « et ayant réussi leur première année d'études » sont supprimés;

2° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

« Les membres visés au 7° ont un suppléant. Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée, en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité d'étudiant, de ce dernier. »;

3° l'alinéa 4 devenant l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres visés au 7° ainsi que leurs suppléants sont désignés par le conseil des étudiants visé à l'article 73 pour une durée d'un an. »

Art. 13. Dans l'article 73 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 1er est remplacé par la dispositions suivante :

« Le conseil des étudiants est composé de sept membres au moins, élus chaque année entre le 1er mars et le 30 avril par et parmi l'ensemble des étudiants de la haute école dont au moins un par département existant au sein de la haute école. »;

2° au paragraphe 3, les alinéas 1er à 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le conseil des étudiants élu pour l'année académique suivante propose avant le 31 mai les membres des organes de la haute école ainsi que leurs suppléants, choisis dans l'établissement et prioritairement en son sein.

Pour les hautes écoles organisées par la Communauté française, les représentants des étudiants au conseil d'administration sont choisis au sein du conseil des étudiants. Leurs suppléants peuvent être choisis dans l'établissement.

Pour les hautes écoles subventionnées par la Communauté française, les représentants des étudiants dans l'organe de gestion sont choisis au sein du conseil des étudiants. Leurs suppléants peuvent être choisis dans l'établissement. »

Art. 14. Dans l'article 76, § 2, du même décret, les mots « et ayant réussi leur première année d'études » sont supprimés.

Section II. — Dispositions modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et visant à favoriser la lutte contre l'échec en première année d'études de l'enseignement supérieur dispensé par les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 15. Dans l'article 26 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation général de l'enseignement supérieur en hautes écoles modifié par les décrets du 2 décembre 1996, 4 février 1997, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, l'alinéa 1er du paragraphe 1er est complété par les mots suivants « ou de l'article 32 ».

L'article 26 du même décret est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, l'étudiant qui a bénéficié à l'article 42, 10°, est autorisé à s'inscrire à nouveau en dernière année d'études jusqu'à la date du 1er mars. »

Art. 16. L'article 31, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, les étudiants n'entrent en ligne de compte pour le financement que lors de la première année académique au cours de laquelle ils répartissent leur année d'études, à l'exception des étudiants visés à l'article 32 qui entrent en ligne de compte pour chaque année académique au cours desquelles ils répartissent leur année d'études. »

Art. 17. L'article 32 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Par décision des autorités de la haute école et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants inscrits pour la première fois en première année d'études et qui en font la demande peuvent être autorisés, après évaluation et avant le 1er février, à répartir sur deux années successives leur première année d'études ou la première année d'études d'une autre section. Les examens non réussis au cours de la première année académique peuvent être représentés deux fois l'année suivante.

Ce régime particulier comporte l'obligation de suivre un programme comportant à la fois des cours de l'année concernée et une formation complémentaire de mise à niveau. Ce programme est fixé par les autorités de la haute école, en concertation avec l'étudiant concerné.

L'étudiant qui, à l'issue de la première année académique, a réussi le programme visé à l'alinéa 2, est considéré pour la suite de ses études comme ayant été inscrit une fois en première année d'études. »

Art. 18. L'article 16 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit :

« 3° par étudiant pris en compte pour le financement qui a échoué à l'issue de la deuxième année académique au cours de laquelle il a réparti sa première année d'études, après application de l'article 32 du décret, la pondération visée au 1° appliquée à une première année d'études est multipliée par 0,5. »

CHAPITRE III. — *Disposition relative aux prêts et allocations d'études*

Art. 19. Dans l'article 5 du décret réglant pour la Communauté française, les allocations et prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur visés par l'article 22, alinéa 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou par l'article 32, alinéa 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ont droit à une allocation d'études ou à un prêt d'études au cours de la deuxième année académique sur laquelle ils répartissent leur première année d'études. »

CHAPITRE IV. — *Disposition en matière d'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long*

Art. 20. Dans le chapitre V de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, est insérée une section 4 rédigée comme suit :

« *Section 4.* — Titres de capacité dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long

Art. 10ter. § 1er. Nul ne peut exercer les fonctions d'assistant dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur en médecine, de docteur en médecine vétérinaire, de pharmacien, d'ingénieur, de maître ou de licencié conféré conformément aux dispositions du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, d'architecte, d'ingénieur ou de licencié délivré par l'enseignement supérieur de type long, ou par un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française, ou d'un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme.

Nul ne peut exercer les fonctions de chargé de cours dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long s'il n'est porteur d'un diplôme de docteur en médecine, de docteur en médecine vétérinaire, de docteur conféré après la soutenance d'une thèse, de pharmacien, d'ingénieur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

§ 2. Les titres de capacité visés au § 1er peuvent aussi être des titres reconnus :

1° équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou de l'article 36 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

2° correspondants en application de l'article 62, alinéa 1er, 1° du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ou de l'article 4quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements.

§ 3. La notoriété professionnelle et scientifique acquise en vertu de l'article 4, § 3 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tient lieu, à titre personnel des titres exigés au § 1er.

Art. 10^{quater}. La spécificité des titres requis pour l'exercice de la fonction d'assistant dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et type long est précisée dans l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

La spécificité des titres requis pour l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long est précisée dans l'annexe 3 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Toute personne pouvant exercer les fonctions d'assistant ou de chargé de cours dans une des unités de formation constitutives d'une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long peut y exercer les fonctions d'assistant ou de chargé de cours dans l'unité de formation « épreuve intégrée ».

Pour chaque activité d'enseignement organisée dans les unités de formation dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long, le pouvoir organisateur détermine le cours à conférer, dans le respect des dispositions prévues aux articles 10^{ter} et aux alinéas 1, 2 et 3.

Art. 10^{quinquies}. § 1er. En cas de pénurie, dûment constatée selon des modalités fixées par le Gouvernement, de candidats en possession des titres visés à l'article 10^{quater}, une dérogation à titre individuel peut être accordée par le Gouvernement.

§ 2. La demande de dérogation est introduite selon les modalités suivantes :

1° Le candidat adresse au ministre chargé de l'enseignement de promotion sociale un dossier comprenant notamment les documents relatifs aux titres et mérites, à l'expérience utile du métier et de l'enseignement, les mentions de publications scientifiques, ainsi que des justifications d'expériences professionnelles diverses.

2° La demande de dérogation doit être envoyée par recommandé, au plus tôt trois mois, au plus tard un mois avant la date prévue de la désignation du candidat.

3° Le Gouvernement statue sur base du dossier visé au 1° et dispose d'un délai de trois mois à partir de la date de réception de la demande de dérogation pour accorder ou refuser la dérogation.

§ 3. Si la dérogation est accordée, elle reste valable tant que la pénurie est constatée, conformément au § 1er.

Un assistant ou un chargé de cours de l'enseignement supérieur de promotion sociale et de type long bénéficiant d'une dérogation ne peut être nommé ou engagé à titre définitif dans la charge pour laquelle il a obtenu cette dérogation.

§ 4. Si la dérogation n'est pas accordée, le pouvoir organisateur mettra fin aux fonctions du candidat ayant introduit la demande de dérogation, au premier jour du mois qui suit la notification de la décision. »

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives diverses*

Art. 21. L'article 21 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, les étudiants dont la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif est reconnue conformément au chapitre III du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française peuvent répartir une année d'études sur plusieurs années académiques. Ils en font la demande au moment de leur inscription dans l'institution universitaire ».

Art. 22. A l'article 15 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les mots « assistant(e) de laboratoire clinique » sont supprimés.

L'énumération de l'article 15 est complétée par le grade suivant : « technologue de laboratoire médical ».

Art. 23. L'article 31 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1er, les étudiants dont la qualité de sportif de haut niveau ou d'espoir sportif est reconnue conformément au chapitre III du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française peuvent répartir une année d'études sur plusieurs années académiques. Ils en font la demande au moment de leur inscription dans la haute école. Ils sont pris en compte pour le financement conformément à l'alinéa 2. »

Art. 24. Dans l'article 5 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, cinquième tiret, les mots « , dans le cadre d'un programme adopté par l'Union européenne, » sont supprimés;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 25. L'article 46 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 8, alinéa 1er, une expérience utile du métier d'au moins un an est exigée pour les membres du personnel temporaire ayant fonctionné dans les hautes écoles avant l'entrée en vigueur du présent décret. »

Art. 26. L'article 46 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Les membres du personnel qui ont été désignés ou engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée en dérogation des titres requis dans le respect des dispositions de l'article 313 du décret du 24 juillet 1997, peuvent accéder à une nomination ou à un engagement à titre définitif par dérogation à l'article 12, 3°, du décret du 25 juillet 1996. »

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1er mai 1999 à l'exception des articles 25 et 26 qui produisent leurs effets le 1er février 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mai 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 326-1. — Amendements de commission, n°s 326-2 à 326-11. — Rapport, n° 326-12. — Amendements de séance, n°s 326-13 à 326-15.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 mai 1999.

—
VERTALING

N. 99 — 2799

[C — 99/29463]

31 MEI 1999. — Decreet houdende sommige hervormingen in het hoger onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de universitaire instellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de participatie van de studenten

Artikel 1. In de universitaire instellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bestaat er ten minste een instantie waarin vertegenwoordigers van de studenten zitting hebben en die :

1. de cursussen, de werken en de praktijk in verband met de leervakken van het onderwijs bepaalt, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

2. de begrotingen en rekeningen goedkeurt alsook het verslag ter verantwoording van de aanwending van de jaarlijkse toelagen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde instellingen;

3. de interne procedure en de modaliteiten van de externe procedure voor de evaluatie van het onderwijs en voor de werking van de universitaire instelling bepaalt;

4. het jaarlijks verslag over de maatregelen inzake oriënteren en verhelpen bedoeld bij artikel 48sexies van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

5. een advies geeft over de bestemming van de kredieten in de universitaire instelling.

Iedere vertegenwoordiger van de studenten in de instantie of de beheersinstanties bedoeld bij lid 1 heeft een plaatsvervangend lid.

Art. 2. Voor de verkiezing van de vertegenwoordigers van de studenten in de instantie of in de instanties bedoeld bij artikel 1, zijn kiezers de studenten die op 1 december van het academiejaar waarin de verkiezingen plaatshebben, regelmatig ingeschreven zijn op de studentenrol van betrokken universitaire instelling.

Zijn verkiesbaar als vertegenwoordigers van de studenten aan de universitaire instelling bedoeld bij lid 1 de studenten die voldoen aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden.

Art. 3. De universitaire overheden bezorgen aan de vertegenwoordigers van de studenten bedoeld bij artikel 8, 6°, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat en bij artikel 2, lid 1, van dit decreet, de terbeschikkingstelling van infrastructuur en materiële middelen eigen aan en nodig voor de verwezenlijking van hun opdrachten.

Afdeling 2. — Bepalingen ter bevordering van de bestrijding van het falen in het eerste studiejaar van het universitair hoger onderwijs

Art. 4. In artikel 29bis, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 1 oktober 1998 :

1° wordt er een 1°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1bis. in afwijking van 1°, worden de studenten bedoeld bij artikel 22 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden :

vermenigvuldigd met 1,1 het eerste academiejaar waarover zij hun eerste studiejaar spreiden;

vermenigvuldigd met 0,9 het tweede academiejaar waarover zij hun eerste studiejaar spreiden; »

2° wordt er een 1^{er} ingevoegd, luidend als volgt :

« 1^{er}. de studenten die gezakt zijn op het einde van het tweede academiejaar waarover zij hun eerste studiejaar gespreid hebben, na toepassing van artikel 22 van voormeld decreet van 5 september 1994, worden vermenigvuldigd met 0,5. »

Art. 5. In artikel 5, lid 2, 1° van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld bij artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, vervangen door het decreet van 1 oktober 1998, worden de woorden « in de zin van de artikelen 21 en 22 van hetzelfde decreet » vervangen door de woorden « in de zin van artikel 21 van hetzelfde decreet ».

Art. 6. In artikel 22 van het decreet tot regeling van de universitaire studies en de academische graden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen door volgend lid :

« Bij beslissing van het bestuur van de universiteit en onder de voorwaarden die dat bestuur bepaalt, kunnen de studenten voor de eerste keer ingeschreven in het eerste studiejaar, na evaluatie en vóór 1 februari, toelating bekomen hun eerste studiejaar of het eerste studiejaar van een ander curriculum over twee opeenvolgende jaren te spreiden. De examens waarvoor de studenten in het eerste academiejaar niet geslaagd zijn, kunnen het volgende jaar tweemaal opnieuw worden afgelegd. »

2° lid 2 wordt vervangen door volgend lid :

« Die bijzondere regeling houdt de verplichting in een programma te volgen waarin tegelijkertijd cursussen van het betrokken jaar en een aanvullende bijwerkingsopleiding voorzien zijn. Dit programma wordt bepaald door het bestuur van de universiteit in overleg met betrokken student. »

3° lid 3 wordt vervangen door volgend lid :

« De student die op het einde van het eerste academiejaar slaagt voor het programma bedoeld bij lid 2, wordt voor het vervolg van zijn studies beschouwd als eenmaal ingeschreven geweest voor het eerste studiejaar. »

Afdeling 3. — Enkele bijzondere diploma's

Art. 7. Artikel 27, § 7, 5° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1985 en de decreten van 25 juli 1996, 14 juli 1997 en 1 oktober 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° de studenten die zich voor studies inschrijven die leiden tot een graad van een derde cyclus bedoeld bij artikel 6, § 5, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, wanneer zij reeds binnen de vijf jaar die de inschrijvingsaanvraag voorafgaat, een graad hebben behaald bedoeld bij hetzelfde artikel 6, § 5.

Voor de toepassing van de bij lid 1, 5° bedoelde bepaling wordt er evenwel geen rekening gehouden met de graden van licentiaat in het notariaat, licentiaat in de magistratuur of licentiaat in het ondernemingsbeheer, ongeacht of die graden reeds behaald zijn of nog behaald moeten worden. »

Art. 8. In artikel 6, § 5 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden worden de woorden « in de magistratuur en in het ondernemingsbeheer » gevoegd na de woorden « in het notariaat ».

Art. 9. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1996 en 14 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden « of in de magistratuur » gevoegd na de woorden « in het notariaat;

2° in paragraaf 4 worden de woorden « of in de magistratuur » ingevoegd tussen de woorden « in het notariaat » en de woorden « , tot grondige studies »;

3° in paragraaf 5 worden de woorden « of in de magistratuur » ingevoegd tussen de woorden « in het notariaat » en de woorden « , tot grondige studies ».

Art. 10. In artikel 19, lid 9, van hetzelfde decreet, worden de woorden « behalve het programma voor licentiaat in het notariaat » vervangen door de woorden « behalve de programma's voor licentiaat in het notariaat, licentiaat in de magistratuur en licentiaat in het ondernemingsbeheer ».

Afdeling 4. — De toegang tot de studies van de tweede cyclus

Art. 11. Artikel 11, § 4, lid 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden wordt aangevuld met de woorden « op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van de CIUF ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de participatie van de studenten

Art. 12. In artikel 66 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 9 september 1996 en 8 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, 7° worden de woorden « en die geslaagd zijn voor hun eerste studiejaar » geschrapt;

2° volgend lid wordt tussen lid 1 en lid 2 ingevoegd :

« De leden bedoeld bij 7° hebben een plaatsvervanger. Deze vervangt het werkend lid voor wie hij inspringt bij afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid van student, van dit werkend lid. »;

3° lid 4, dat lid 5 wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De leden bedoeld bij 7° alsook hun plaatsvervangers worden voor één jaar door de bij artikel 73 bedoelde studentenraad aangesteld. ».

Art. 13. In artikel 73 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

« De studentenraad bestaat uit ten minste zeven leden, elk jaar gekozen tussen 1 maart en 30 april uit en door al de studenten van de hogeschool onder wie ten minste één per departement dat in de hogeschool bestaat. »;

2° in paragraaf 3 worden de leden 1 tot 3 vervangen door de volgende leden :

« De studentenraad verkozen voor het volgend academiejaar draagt vóór 31 mei de leden van de organen van de hogeschool alsook hun plaatsvervangers voor, gekozen in de instelling en prioritair uit zijn midden.

Voor de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de vertegenwoordigers van de studenten in de raad van bestuur in de studentenraad gekozen. Hun plaatsvervangers kunnen gekozen worden in de instelling.

Voor de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de vertegenwoordigers van de studenten in het beheersorgaan gekozen in de studentenraad. Hun plaatsvervangers kunnen gekozen worden in de instelling.

Art. 14. In artikel 76, § 2 van hetzelfde decreet worden de woorden « en die geslaagd zijn voor het eerste studiejaar » geschrapt.

Afdeling II. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en ter bevordering van de bestrijding van het falen in het eerste studiejaar van het hoger onderwijs verstrekt door de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 15. In artikel 26 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 2 december 1996, 4 februari 1997, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, wordt lid 1 van paragraaf 1 aangevuld met de volgende woorden « of van artikel 32 ».

Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1, krijgt de student die het voordeel heeft gekregen van artikel 42, 10°, tot op 1 maart toelating om zich opnieuw in te schrijven in het laatste studiejaar. »

Art. 16. Artikel 31, lid 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend lid :

« In dat geval, komen de studenten slechts in aanmerking voor de financiering tijdens het eerste academiejaar waarover zij hun studiejaar spreiden, behoudens de bij artikel 32 bedoelde studenten die in aanmerking komen voor elk academiejaar waarover zij hun studiejaar spreiden. »

Art. 17. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij beslissing van het bestuur van de hogeschool en onder de voorwaarden die dat bestuur bepaalt, kunnen de studenten die voor de eerste keer ingeschreven zijn in het eerste studiejaar en die erom verzoeken, toelating bekomen, na evaluatie en vóór 1 februari, hun eerste studiejaar of het eerste studiejaar van een andere afdeling over twee opeenvolgende jaren te spreiden. De examens waarvoor zij niet geslaagd zijn in het eerste academiejaar kunnen het volgend jaar tweemaal opnieuw afgelegd worden.

Die bijzondere regeling behelst de verplichting een programma te volgen dat tegelijkertijd cursussen van het betrokken jaar en een aanvullende bijwerkingsopleiding bevat. Dit programma wordt bepaald door het bestuur van de hogeschool in overleg met betrokken student. »

« De student die op het einde van het eerste academiejaar geslaagd is voor het programma bedoeld bij lid 2 wordt voor het vervolg van zijn studies beschouwd als eenmaal ingeschreven geweest voor het eerste studiejaar. »

Art. 18. Artikel 16 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt als volgt aangevuld :

« 3° per student die voor de financiering in aanmerking komt die gefaald heeft op het einde van het tweede academiejaar waarover hij zijn eerste studiejaar gespreid heeft, na toepassing van artikel 32 van het decreet, wordt de weging bedoeld bij 1° toegepast op een eerste studiejaar vermenigvuldigd met 0,5. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling betreffende de studieleningen en -toelagen*

Art. 19. In artikel 5 van het decreet houdende regeling voor de Franse Gemeenschap van de studietoelagen en -leningen, gecoördineerd op 7 november 1983, wordt het volgend lid ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

« In afwijking van lid 1 hebben de minvermogende studenten van het hoger onderwijs bedoeld bij artikel 22, lid 3, van het decreet van 5 september 1994 houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden of bij artikel 32, lid 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen hebben recht op een studietoelage of Blening tijdens het tweede academiejaar waarover zij hun eerste studiejaar spreiden. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling inzake hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type*

Art. 20. In hoofdstuk V van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 4.* — Bekwaamheidsbewijzen in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type

Art. 10^{ter}. § 1. Niemand mag de ambten van assistent uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type indien hij het diploma niet bezit van doctor in de geneeskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van apotheker, van ingenieur, van meester of van licentiaat toegekend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 september 1994 houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden, van architect, van ingenieur of van licentiaat, uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type, of door een examencommissie van het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, of van een bekwaamheidsbewijs waarvoor de houder de gelijkstelling met een dergelijk diploma heeft bekomen.

Niemand mag de ambten van docent uitoefenen in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type indien hij het diploma niet bezit van doctor in de geneeskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van doctor toegekend na het verdedigen van een thesis, van apotheker, van ingenieur of geaggreerde voor het hoger onderwijs.

§ 2. De bij § 1 bedoelde bekwaamheidsbewijzen kunnen ook bekwaamheidsbewijzen zijn, erkend als :

1° gelijkwaardig in toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse studiediploma's en -getuigschriften of van artikel 36 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

2° overeenstemmend in toepassing van artikel 62, lid 1, 1° van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie of van artikel 4 quater van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.

§ 3. De beroeps- en wetenschappelijke vermaardheid verworven krachtens artikel 4, § 3 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, geldt ten persoonlijke titel, als de bekwaamheidsbewijzen vereist bij § 1.

Art. 10^{quater}. De specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de uitoefening van het ambt van assistent in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type wordt nader omschreven in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type wordt nader omschreven in bijlage 3 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Iedere persoon die de ambten mag uitoefenen van assistent of van docent in een van de opleidingseenheden van een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type, mag er het ambt van assistent of docent uitoefenen in de opleidingseenheid « geïntegreerde proef ».

Voor elke onderwijsactiviteit georganiseerd in de opleidingseenheden in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type, bepaalt de inrichtende macht de toe te kennen cursus, in naleving van de bepalingen bedoeld bij artikel 10^{ter} en bij de leden 1, 2 en 3.

Art. 10^{quinquies}. § 1. Bij tekort aan kandidaten, behoorlijk vastgesteld volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, houder van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 10^{quater}, kan er een individuele afwijking door de Regering worden toegestaan.

§ 2. De aanvraag om afwijking wordt ingediend volgens de volgende modaliteiten :

1° De kandidaat stuurt naar de minister belast met het onderwijs voor sociale promotie een dossier met onder meer de documenten betreffende de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten, de nuttige ervaring in het vak en in het onderwijs, de vermeldingen betreffende de wetenschappelijke publicaties, alsook verantwoordingen van verschillende beroepservaringen.

2° De aanvraag om afwijking moet bij aangetekende brief, ten vroegste drie maanden, ten laatste één maand vóór de voorziene datum van de aanstelling van de kandidaat verzonden worden.

3° De Regering beslist op basis van het bij 1° bedoelde dossier en beschikt over drie maanden te rekenen vanaf de datum van de ontvangst van de aanvraag om de afwijking toe te staan of te weigeren.

§ 3. Indien de afwijking wordt toegestaan, blijft zij geldig zolang het tekort is vastgesteld, overeenkomstig § 1.

Een assistent of een docent van het hoger onderwijs voor sociale promotie en van het lange type die een afwijking heeft gekregen mag noch benoemd noch aangeworven worden in vast verband in de opdracht waarvoor hij die afwijking heeft bekomen.

§ 4. Indien de afwijking niet wordt toegestaan, stelt de inrichtende macht de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing, een einde aan het ambt van de kandidaat die de aanvraag om afwijking heeft ingediend.

HOOFDSTUK V. — *Allerlei wijzigingsbepalingen*

Art. 21. Artikel 21 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van lid 1 kunnen de studenten wier hoedanigheid van sportbeoefenaar van hoog niveau of van sportbelofte erkend is overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 26 april 1999 houdende organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap een studiejaar over verschillende academiejaren spreiden. Zij dienen die aanvraag in bij hun inschrijving in de universitaire instelling ».

Art. 22. In artikel 15 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen worden de woorden « assistent(e) in een klinisch laboratorium » geschrapt.

De lijst van artikel 15 wordt aangevuld met de volgende graad : « technoloog medisch laboratorium ».

Art. 23. Artikel 31 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van lid 1 kunnen de studenten wier hoedanigheid van sportbeoefenaar van hoog niveau of van sportbelofte erkend is overeenkomstig hoofdstuk III van het decreet van 26 april 1999 houdende organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap een studiejaar over verschillende academiejaren spreiden. Zij dienen die aanvraag in bij hun inschrijving in de hogeschool. Zij komen in aanmerking voor de financiering, overeenkomstig lid 2 ».

Art. 24. In artikel 5 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, lid 2, vijfde streepje, worden de woorden « in het raam van een door de Europese Unie aangenomen programma » geschrapt.

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 46 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een lid 3, luidend als volgt :

« In afwijking van artikel 8, lid 1, wordt er een nuttige vakervaring van ten minste een jaar vereist voor de leden van het tijdelijk personeel die gewerkt hebben in de hogescholen vóór de inwerkingtreding van dit decreet. »

Art. 26. Artikel 46 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een lid 4, luidend als volgt :

« De personeelsleden die tijdelijk werden aangesteld of aangeworven voor onbepaalde duur in afwijking van de bekwaamheidsbewijzen vereist in naleving van de bepalingen van artikel 313 van het decreet van 24 juli 1997 kunnen in vast verband worden benoemd of aangeworven in afwijking van artikel 12, 3° van het decreet van 25 juli 1996. »

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 mei 1999, behoudens de artikelen 25 en 26 die uitwerking hebben met ingang van 1 februari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUÉ

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J-CI. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 326-1. — Commissieamendementen, nrs. 326-2 tot 326-11. — Verslag : nr. 326-12. — Vergaderingsamendementen, nrs. 326-13 tot 326-15.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 1999.



F. 99 — 2800

[C — 99/29460]

27 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant à ouvrir ou reconnaissant et admettant aux subventions de nouvelles sections, de nouvelles options ou de nouvelles études de spécialisation dans les Hautes Ecoles à partir de l'année académique 1999-2000

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par les décrets des 9 septembre 1996, 2 décembre 1996, du 4 février 1997, du 24 juillet 1997, les décrets-programmes des 24 juillet 1997 et 27 octobre 1997 et les décrets des 17 juillet 1998, 30 juin 1998, 8 février 1999 et du 26 avril 1999, notamment les articles 20 et 21;

Vu le décret du 26 avril 1999 portant la création de nouvelles études dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu les avis du Conseil général des Hautes Ecoles des 10 et 30 avril 1998, du 2 décembre 1998 et du 21 janvier 1999;

Vu le protocole du 24 mars 1999 de la concertation avec l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 30 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;